

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

**Circulaire n° 95-14 du 6 février 1995 relative aux mesures
préventives de sécurité dans les campings soumis à un
risque naturel ou technologique prévisible**

NOR : ENV9430299C

Pièce jointe : 1 note technique.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement à Mesdames et Messieurs les préfets.

Les terrains de camping, du fait de leur implantation et de la faiblesse des protections qu'ils peuvent offrir à leurs occupants, sont souvent les lieux les plus touchés par les catastrophes naturelles ou technologiques.

En France, les drames du Grand-Bornand en 1987 et de Vaison-la-Romaine en 1992 nous l'ont rappelé.

Pour remédier à cette situation, la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 a prévu que, dans les zones définies à cet effet par le préfet comme dangereuses, l'autorité responsable des autorisations d'aménagements de campings fixe pour chaque terrain de camping des prescriptions préventives portant sur l'information, l'alerte et l'évacuation.

Le décret n° 94-614 du 13 juillet 1994, qui vient d'être publié, précise les modalités d'application de cette disposition. Il convient maintenant de la mettre en œuvre sans tarder.

Compte tenu de l'importance de cette action pour la sécurité des usagers des campings, nous vous demandons de veiller personnellement à sa bonne réalisation.

Vous trouverez ci-joint une note technique détaillée sur ce projet. Mais nous tenons d'ores et déjà à insister sur les points suivants :

1° Ce dispositif ne se substitue pas aux procédures qui existent déjà en matière de sécurité des campings mais il les complète. Il présente en particulier deux spécificités :

- les mesures qu'il prévoit sont des mesures préventives, donc préparées avant toute manifestation du risque ; elles portent sur l'information préventive des usagers, la mise en place de procédures et de dispositifs d'alerte et la préparation d'une éventuelle évacuation ; quant aux possibilités d'action du maire ou du préfet en cas de péril imminent, elles ne sont aucunement modifiées ;

- le nouveau dispositif est applicable non seulement aux nouveaux terrains mais aussi aux terrains existants ; cela constitue l'une des motivations essentielles de la loi et il faudra porter l'effort sur ces terrains existants ; pour ce qui concerne les terrains nouveaux, il convient principalement, grâce à un examen des projets en amont, de faire application de l'article R. 443-10 du code de l'urbanisme, qui permet de refuser l'autorisation si les risques sont trop importants.

2° La mise en œuvre complète du nouveau dispositif nécessitera un certain délai ; il convient de l'engager sans tarder. Ainsi, vous veillerez à prendre dans les prochains jours un arrêté fixant une première liste de zones où les éventuels terrains de camping sont soumis à des risques naturels ou technologiques ; vous établirez cette liste sur la base des informations en votre possession à ce jour. Vous pourrez naturellement la compléter ultérieurement. La publication de cet arrêté est en effet un préalable indispensable pour que les responsables locaux puissent commencer à examiner la situation de chaque terrain.

Les prescriptions individuelles pourront également être définies et entrer en vigueur progressivement. Les mesures les plus urgentes seront rendues immédiatement applicables. Pour les autres, des délais seront fixés en tenant compte, notamment, des délais matériels incompressibles de mise en œuvre.

Nous vous rappelons en outre que la loi permet d'ordonner la fermeture temporaire d'un terrain en cas d'inexécution des prescriptions dans les délais fixés. Cette disposition devra être appliquée avec fermeté, notamment si la sécurité des usagers est gravement mise en cause.

3° Lorsque les maires sont chargés de la définition des prescriptions individuelles, vous demanderez à vos services de leur apporter tout l'appui technique dont ils auraient besoin ; par ailleurs, vous veillerez, en liaison avec les maires, à une bonne information et une bonne sensibilisation des exploitants de camping dont la participation au nouveau dispositif de prévention est essentielle.

Vous nous rendrez compte, avant le 30 octobre prochain, sous les présents timbres, de la mise en œuvre de cette nouvelle réglementation, à laquelle vous pourrez associer votre cellule départementale d'analyse des risques et d'information préventive (C.A.R.I.P.).

Vous nous signalerez les cas particuliers pour lesquels il sera impossible d'adopter des mesures d'alerte et d'évacuation pour garantir la sécurité des occupants, notamment pour des raisons de fiabilité des plans d'évacuation ou des impératifs liés au délai d'alerte.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

CHARLES PASQUA

*Le ministre de l'équipement, des transports
et du tourisme,*

BERNARD BOSSON

Le ministre de l'environnement,
MICHEL BARNIER

NOTE TECHNIQUE

relative à la prise en compte des risques en matière de campings

Annexe à la circulaire interministérielle du 6 février 1995

SOMMAIRE

1. Rappels réglementaires.

1.1 Réglementation prise en compte lors de la délivrance de l'autorisation d'aménager.

1.1.1. Textes de portée générale.

1.1.2. Textes spécifiques au camping.

1.2. Réglementation susceptible d'intervenir lors du fonctionnement du terrain.

1.2.1. Textes spécifiques au camping.

1.2.2. Textes de portée générale.

1.3. Réglementation du camping hors des terrains autorisés.

2. Apport de la nouvelle réglementation.

2.1. Dispositions législatives.

2.2. Dispositions réglementaires.

3. Délimitation des zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible.

3.1. Nature des zones soumises à délimitation.

3.2. Conditions de délimitation des zones à risques.

4. Procédure d'établissement des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation.

4.1. Autorité compétente.

4.2. Terrains concernés.

4.3. Consultations obligatoires.

4.4. Approbation des prescriptions.

4.5. Notification.

5. Contenu des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation.

5.1 Conditions générales de l'élaboration.

5.2. Organisation de l'alerte.

5.2.1. Alerte liée aux risques météorologiques.

5.2.2. Alerte liée aux risques de crue.

5.2.3. La procédure d'alerte.

5.3. Procédure d'évacuation.

5.4. Mesures à la charge de l'exploitant.

5.4.1. Dispositifs à installer sur le terrain.

5.4.2. Mesures d'exploitation du terrain.

5.4.3. Mesures d'information des usagers du terrain.

6. Contrôle et suivi (sanctions).

6.1. Mesures de contrôle et suivi.

6.2. Sanction : fermeture temporaire.

1. Rappels réglementaires

Il convient en premier lieu de rappeler les réglementations existantes permettant d'intervenir sur les campings exposés à des risques et qui restent applicables :

1.1 Réglementation prise en compte lors de la délivrance de l'autorisation d'aménager

1.1.1. Textes de portée générale :

- les articles R. 111-2 et R. 111-3 du code de l'urbanisme limitent la délivrance des permis de construire ou les soumettent à des prescriptions spéciales. Le premier article s'applique si les constructions sont de nature à porter atteinte à la salubrité et à la sécurité publique, celle-ci visant aussi la sécurité des utilisateurs. Le second s'applique dans les périmètres exposés à des risques préalablement délimités par arrêté préfectoral ;
- les plans d'occupation des sols et les plans d'exposition aux risques permettent aussi de prévoir des dispositions réglementant les créations de terrains de camping ;
- la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 prévoit des dispositions particulières pour les autorisations des campings de plus de 200 emplacements.

Le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau soumet (rubrique 6.2.0) les terrains de camping et de caravannage non raccordés au réseau d'assainissement collectif :

- à autorisation s'ils ont plus de 200 emplacements ;
- à déclaration s'ils ont plus de 50 emplacements et moins de 200 emplacements.

L'article 2 de cette loi implique d'aborder les problèmes globalement en y incluant notamment la sécurité civile.

1.1.2. Textes spécifiques au camping :

- l'article R. 443-10 du code de l'urbanisme permet d'interdire ou de subordonner leur aménagement à l'observation de prescriptions spéciales si les modes d'occupation du sol envisagés sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la tranquillité publique. Les plans d'occupation des sols et les plans d'exposition aux risques permettent aussi de prévoir des dispositions réglementant les créations de terrains de camping ;
- le décret n° 68-134 du 9 février 1968 modifié relatif au camping permet au préfet d'imposer des normes spéciales d'équipement et de fonctionnement pour mieux prendre en compte les risques naturels majeurs.

1.2. Réglementation susceptible d'intervenir lors du fonctionnement du terrain

1.2.1. Textes spécifiques au camping.

L'autorisation d'aménager régulièrement délivrée est réputée permanente et induit des droits acquis qui ne sauraient être remis en cause au cours de l'existence du terrain.

Toutefois l'article R. 480-7 du code de l'urbanisme prévoit que le non-respect des prescriptions d'hygiène et de sécurité contenues dans l'autorisation d'aménager peut entraîner la fermeture temporaire du terrain et l'évacuation des emplacements.

Le décret n° 68-134 du 9 février 1968 modifié prévoit alors le retrait de classement impliquant une suspension de l'autorisation d'exploiter.

1.2.2. Textes de portée générale.

L'exploitation des terrains de camping reste aussi soumise à des textes de portée générale :

- le maire a des responsabilités en matière de police et de sécurité civile. L'article L. 131-2 (6°) du code des communes lui permet de prescrire l'exécution de mesures de sécurité exigées par les circonstances. L'article L. 131-7

s'applique en cas de danger grave ou imminent, ce qui limite sa portée. Le préfet peut se substituer au maire après mise en demeure restée sans effet, en application de l'article L. 131-13 du même code ;

- plus généralement, l'article 34-III de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat permet au préfet de prendre toutes les mesures relatives au maintien de la sécurité sur plusieurs communes ;
- le décret du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs prévoit dans son article 6 que le maire peut, dans les communes concernées, imposer l'affichage sur les risques sur les terrains aménagés permanents pour l'accueil des campeurs et le stationnement des caravanes soumis au régime de l'autorisation de l'article R. 443-7 du code de l'urbanisme lorsque leur capacité est supérieure, soit à cinquante campeurs sous tente, soit à quinze tentes ou caravanes à la fois. Le décret fixe les conditions de cet affichage.

1.3. Réglementation du camping hors des terrains autorisés

En dehors des terrains aménagés, l'article R. 443-6-1 du code de l'urbanisme permet d'interdire, après avis du conseil municipal et de la commission départementale d'action touristique, la pratique du camping dans certaines zones pour les motifs indiqués à l'article R. 443-10 déjà évoqué au 1.1.2 ci dessus.

Pour les petits terrains soumis à simple déclaration, l'article R. 443-6-4 du code de l'urbanisme permet de soumettre leur fonctionnement à des conditions particulières.

2. Apport de la nouvelle réglementation

2.1. Dispositions législatives

Pour compléter ces textes aux finalités diverses et mal adaptés aux problèmes spécifiques des campings, le législateur, par la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques, a ajouté au code de l'urbanisme un article L. 443-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 443-2. - Dans les zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible, définies par le préfet de département, l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'aménagement de terrains de camping et de stationnement de caravanes fixe après consultation du propriétaire et de l'exploitant et après avis motivé du préfet, les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants de ces terrains et le délai dans lequel elles devront être réalisées.

A l'issue du délai imparti, si l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'aménager constate que ces prescriptions ne sont pas respectées, elle peut ordonner la fermeture du terrain et l'évacuation des occupants jusqu'à exécution des prescriptions.

En cas de carence de l'autorité compétente, le préfet de département peut se substituer à elle après mise en demeure restée sans effet.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

2.2. Dispositions réglementaires

Le décret d'application de cette loi est le décret n° 94-614 du 13 juillet 1994 dont vous trouverez une copie en annexe.

Les principes de base de ce texte reposent sur l'établissement d'un plan d'évacuation, le renforcement de la vigilance en période de danger, la nécessité d'un gardiennage permanent sur le site et la mise en place et la diffusion au public de consignes de sécurité.

Le décret comprend deux titres :

- un titre relatif aux autorisations d'aménagement données par l'administration. Ce titre vient modifier et compléter les conditions et les procédures d'autorisation des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes qui sont réglementées par les articles R. 443-7 à R. 443-8-2 du code de l'urbanisme. Les conditions et procédures d'autorisation trouvent donc logiquement leur place dans le code de l'urbanisme ;
- un titre II relatif à la procédure d'élaboration et au contenu des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation prévues par l'article L. 443-2 du code de l'urbanisme. Ces prescriptions ne sont pas intégrées dans le code de l'urbanisme puisqu'elles ne font pas partie *stricto sensu* de la procédure d'autorisation prévue au code. Il s'agit plutôt de mesures concernant la sécurité même des campeurs. Elles s'appliquent aussi bien aux nouveaux terrains soumis à l'autorisation qu'aux terrains existants.

3. Délimitation des zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible

3.1 Nature des zones soumises à délimitation

Par son article 2, le décret introduit dans le code d'urbanisme un nouvel article R. 443-8-3. Cet article reprend l'obligation légale de définition par le préfet des zones soumises à un risque naturel ou technologique prévisible, en précisant que ces zones comprennent notamment les communes mentionnées à l'article 2 du décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs.

Rappelons qu'il s'agit de celles :

- où existe un plan particulier d'intervention établi en application du titre II du décret du 6 mai 1988, ou un plan d'exposition aux risques naturels prévisibles établi en application du décret, ou un plan des surfaces submersibles établi en application des articles 48 à 54 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, ou un périmètre délimité en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme ;
- situées dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique, définies en application de l'article 41 de la loi du 22 juillet 1987 ;
- particulièrement exposées à un risque d'éruption volcanique et figurant à ce titre sur une liste établie par décret ;
- situées dans les régions ou départements mentionnés à l'article L. 321-6 du code forestier et figurant, en raison des risques d'incendies de forêt, sur une liste établie par arrêté préfectoral ;
- situées dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, en ce qui concerne le risque cyclonique ;
- désignées par l'arrêté préfectoral en raison de leur exposition à un risque majeur.

L'objectif de ce renvoi au décret du 11 octobre 1990 est d'assurer la cohérence des décisions de l'Etat en matière de délimitation des zones soumises à des risques majeurs.

La référence au décret du 11 octobre 1990 n'est pas limitative. En effet, il ne faut pas exclure l'hypothèse où les zones délimitées par le préfet au titre du dernier alinéa ci-dessus seraient insuffisantes au regard des objectifs du présent décret.

3.2. Conditions de délimitation des zones à risques

Il appartient au préfet de département de recenser les zones concernées, constituées de communes ou ensemble de communes, puis de les qualifier de zones à risques par un arrêté faisant référence à l'article L. 443-2 du code de l'urbanisme.

La détermination de ces zones par le préfet est un préalable nécessaire à la mise en œuvre des prescriptions de sécurité prévues par le décret. Il est donc impératif que, dès publication des textes, les préfets engagent la procédure de délimitation des zones à risques.

L'arrêté préfectoral devra ensuite être remis à jour en fonction de l'évolution des risques et des connaissances qui s'y rapportent.

A réception de cet arrêté il serait souhaitable que le maire recense les campings situés dans ces zones à risques et en communique la liste au préfet.

La cellule d'analyse des risques et d'information préventive (C.A.R.I.P.) instituée par la circulaire interministérielle (intérieur et environnement) du 13 décembre 1993 pourrait seconder le préfet pour définir les risques et aider les maires pour recenser les campings concernés. Le préfet pourra aussi s'appuyer sur les recensements effectués à la suite de la catastrophe du Grand Bormand en 1988 et à la suite de la circulaire du 23 février 1993 relative à la sécurité des terrains de camping, ou encore sur les études menées par la délégation aux risques majeurs sur les zones exposées aux crues torrentielles dans vingt-quatre départements du sud de la France, ou sur toute autre étude menée antérieurement par ses services.

Par ailleurs, il convient de souligner le fait que dans les communes comprises dans les zones ainsi délimitées, l'autorisation d'aménagement de terrains de camping et de stationnement de caravanes ne pourra être obtenue de façon tacite, conformément aux dispositions nouvelles que l'article premier du décret introduit au dernier alinéa de l'article R. 443-7-2 du code de l'urbanisme.

4. Procédure d'établissement des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation

4.1. Autorité compétente

L'autorité compétente pour fixer les prescriptions prévues par la loi est la même que celle qui délivre les autorisations d'aménagement de terrains de camping et de stationnement de caravanes :

- dans les communes où un plan d'occupation des sols a été approuvé, il s'agit du maire ou du président de l'établissement

public de coopération intercommunale, à l'exception des cas particuliers visés à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme pour lesquels le préfet est compétent ;

- dans les autres communes, il s'agit du préfet.

4.2. Terrains concernés

Ces prescriptions s'appliquent aussi bien aux terrains nouveaux situés dans les zones soumises à risques définies par le préfet qu'aux terrains autorisés antérieurement à la publication du décret, et situés dans les mêmes zones. Pour ces derniers, l'autorité compétente doit fixer, terrain par terrain, les prescriptions nécessaires pour mettre leur situation en conformité avec le décret.

4.3. Consultations obligatoires

Le texte prévoit la consultation obligatoire du propriétaire du camping et de l'exploitant, qui sont souvent, mais pas toujours, une même personne. En effet, d'une part les mesures à prendre ne pourront trouver leur plein effet que si elles sont parfaitement comprises et appliquées par l'exploitant du camping, d'autre part, elles auront forcément des conséquences sur l'exploitation du terrain (installations à prévoir et à entretenir, gardiennage renforcé...). Mais il faut souligner la nécessité de prévoir dans tous les cas des prescriptions suffisantes pour faire face aux risques dans de bonnes conditions.

Le texte prévoit aussi la consultation de la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité et de la commission consultative départementale de l'action touristique.

4.4. Approbation des prescriptions

Si l'autorité compétente n'est pas le préfet elle doit lui transmettre les prescriptions qu'elle propose. Il appartient au préfet de donner un avis motivé. Compte tenu des diverses responsabilités et compétences intervenant dans l'application des présents textes, autorité compétente au sens du code de l'urbanisme, maire, exploitant, le préfet doit notamment veiller à la cohérence des prescriptions au regard de ces divers intervenants, du risque considéré, et de la nécessaire égalité de traitement des citoyens sur le territoire dont il a la charge.

Le préfet se doit d'être attentif à la mise en place de ces mesures et à leur contenu. En outre, la loi lui donne la possibilité, en cas de carence et après mise en demeure restée sans effet, de se substituer à l'autorité compétente pour fixer les prescriptions nécessaires.

4.5. Notification

Une fois arrêtées par l'autorité compétente, les prescriptions doivent être notifiées par elle au propriétaire, à l'exploitant, et le cas échéant au maire ou au préfet s'il n'est pas cette autorité compétente.

5. Contenu des prescriptions d'information, d'alerte et d'évaluation

L'élaboration des prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation prévues par l'article L. 443-2 du code de l'urbanisme est traitée par le titre II du décret.

5.1. Conditions générales d'élaboration

L'article 7 du décret définit ces conditions générales d'élaboration des prescriptions.

Son premier alinéa précise que les prescriptions sont présentées sous forme d'un cahier des prescriptions de sécurité, établi selon un modèle fixé par arrêté. Vous trouverez copie de cet arrêté du 6 février 1995 en annexe II à la présente circulaire. Il prévoit que le cahier comprend quatre parties dont il dessine le contenu.

Pour faciliter la tâche des services concernés, plutôt que de commenter cet arrêté, il a semblé préférable de l'illustrer. Un exemple a été établi pour des campings concernés par des risques d'inondation, dont certains dus à des crues de type torrentiel, et par un risque lié aux incendies de forêt. Il est joint en annexe III.

Par ailleurs, en application du deuxième alinéa de cet article, il appartient aux services déconcentrés de l'Etat et aux services départementaux d'incendie et de secours d'assister les autorités compétentes à leur demande afin de réaliser ces cahiers de prescriptions. Leurs compétences en matière de techniques d'aménagement, d'organisation des secours, de connaissance du terrain pourront faciliter le travail de ces autorités.

Par exemple, en ce qui concerne les risques technologiques liés à des établissements classés, les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement semblent particulièrement indiquées pour cette assistance.

Le décret permet d'imposer aux exploitants des mesures d'aménagement du terrain ou d'exploitation propres à assurer l'information du public et le bon déroulement des procédures d'alerte (éventuellement de préalerte) et d'évacuation.

Mais il suppose des actions à réaliser par les services publics, parmi lesquelles on citera par exemple :

- l'organisation d'une procédure d'alerte même si, dans certains cas particuliers, la rapidité de survenue du risque rend cette procédure d'alerte difficile à mettre en œuvre. Cette phase d'alerte peut aboutir à une décision d'évacuation ;
- la mise en place d'une préalerte dans le cas où les informations prévisionnelles le permettent ;
- la mise en place de mesures d'accompagnement (organisation permettant les réactions rapides en cas d'alerte, plan de circulation, etc.) voire d'équipements extérieurs aux campings (aménagement et balisage d'un lieu de rassemblement protégé par exemple)...

5.2. Organisation de l'alerte

L'organisation de l'alerte n'est pas traitée par les textes réglementaires propres aux campings. Elle n'est en effet pas spécifique à leur sécurité, mais vient s'intégrer dans les procédures classiques d'alerte mises en place dans chaque département, en particulier elle devra s'intégrer dans les P.P.I. et autres plans existants.

Le risque touchant le plus les campings étant l'inondation, on trouvera ci-après des propositions d'organisation mises au point pour ce risque. Pour les autres risques, les mesures à prendre pourront être définies au cas par cas selon les mêmes principes.

5.2.1. Alerte liée aux risques météorologiques.

En ce qui concerne les précipitations, l'établissement public Météo-France, en vertu du décret n° 93-861 du 18 juin 1993, a pour mission de surveiller l'atmosphère et d'alerter les services chargés de la sécurité civile et de la prévention des risques majeurs.

L'élaboration et la transmission des alertes de fortes précipitations ou autres phénomènes météorologiques dangereux sont précisées par la circulaire commune ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, ministère de l'équipement, des transports et du tourisme du 2 septembre 1993.

Par ailleurs, les besoins exprimés par les services d'annonce des crues sont satisfaits dans le cadre des règlements départementaux d'annonce des crues dont les modalités d'application seront à nouveau précisées dans une prochaine circulaire commune au ministère de l'environnement et au ministère de l'équipement, des transports et du tourisme.

En cas de situation météorologique exceptionnellement dangereuse prévisible, les services de Météo-France diffusent à l'attention des services de la sécurité civile des bulletins d'alertes météorologiques selon la procédure des messages A.L.A.R.M.E. et B.R.A.M. dont les modalités de diffusion sont définies par la circulaire interministérielle du 2 septembre 1993 citée ci-dessus.

En outre, des contacts peuvent être pris entre la préfecture et le centre départemental de la météorologie (C.D.M.) ou, à défaut, le centre interrégional de la météorologie (C.M.I.R.), pour avoir une meilleure lisibilité du bulletin.

Enfin, lorsque l'événement se produit, un complément d'information peut être fourni par le C.D.M. (ou à défaut le C.M.I.R.) à partir des données radar et des mesures météorologiques locales disponibles.

5.2.2. Alerte liée aux risques de crues.

En ce qui concerne les inondations, en application de l'article L. 131-2-6 du code des communes, il appartient au maire, chargé de la police municipale, de prévenir la population de la montée des eaux. Cette disposition s'applique bien sûr aux campings. Toutefois, l'Etat a organisé, sans en avoir l'obligation légale, l'annonce des crues et la transmission des avis de crues sur environ 16 000 kilomètres de cours d'eau métropoli-

tains (sur 300 000 kilomètres existants) ; cette organisation a été précisée par deux arrêtés du 27 février 1984 modifiés le 24 septembre 1986.

Pour les campings soumis à un risque inondation, il conviendra de distinguer les cours d'eau couverts par un tel service d'annonce de crues de ceux qui ne le sont pas.

Sur les cours d'eau couverts par un service d'annonces des crues, il peut être utile de modifier les conditions d'application du règlement départemental d'annonce des crues établi en conformité de l'arrêté interministériel précité, afin que les gestionnaires de campings soient destinataires des messages d'alerte et aient accès aux informations diffusées par les répondants mis en place à la préfecture.

Sur les cours d'eau non couverts par un service d'annonce des crues, les informations mises à disposition du préfet étant moins précises et le délai nécessaire à la mise en œuvre de l'alerte plus court, des mesures particulières doivent être prises pour pallier la réduction de la fiabilité. Ainsi, l'autorité compétente ou, à défaut, le préfet peut demander l'abandon des emplacements situés sur les parties de terrain les plus rapidement submersibles. Faute d'accord l'évacuation préventive systématique de ces emplacements doit être prévue en cas d'alerte.

5.2.3. La procédure d'alerte.

Le maire est responsable de la préalerte et de l'alerte de l'exploitant. Le préfet met les informations recueillies à sa disposition et à celles des services concernés.

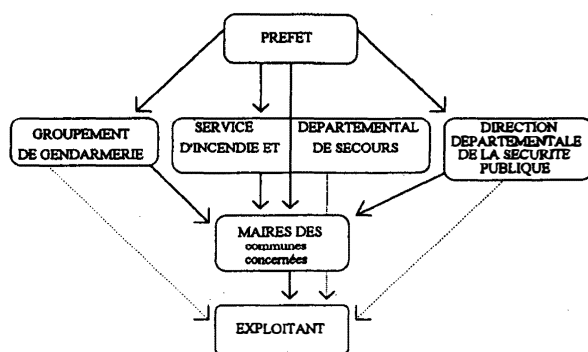
En fonction des informations recueillies à la préfecture, la procédure d'alerte peut s'organiser comme suit :

Bulletin national A.L.A.R.M.E. (*) et/ou bulletin B.R.A.M. (**) (contacts recommandés entre préfet et centre météorologique départemental ou interrégional) et/ou autres types d'informations (observations directes, systèmes de surveillance, etc.).	Vigilance : Le préfet peut organiser une astreinte. En fonction des éléments dont il dispose, il décide la préalerte des maires et services concernés qui pré-alertent les campings. Réunion possible d'une cellule opérationnelle autour du préfet. Mise en œuvre éventuelle de mesures de protection des populations.
L'événement se produit (contacts recommandés entre préfet et centre météorologique départemental ou interrégional).	Alerte : Les occupants sont prévenus. Evacuation éventuelle.
(*) Une A.L.A.R.M.E. est toujours suivie d'un B.R.A.M. (**) Il peut y avoir B.R.A.M. sans A.L.A.R.M.E.	

Il y a donc trois étapes dans ce dispositif d'alerte :

- l'état de vigilance : touche les services chargés de la prévision (service météorologique, service d'annonce des crues, préfecture, etc.). Il est nécessaire de commencer à prévenir les services intéressés avant le début des événements, dès que des informations concordantes sur un risque latent sont recueillies. A ce stade, on ne sait pas si l'événement redouté va effectivement se produire, ni forcément où il va se produire. L'autorité la plus à même de réagir est la préfecture, puisqu'elle dispose de l'information dès ce moment-là, qu'elle couvre le champ géographique pertinent : le préfet peut alors organiser une astreinte ;
- l'état de préalerte : touche tous les responsables de la transmission de l'alerte. Le préfet s'assure qu'ils sont prêts à diffuser le message d'alerte éventuelle. Dès que les informations reçues l'y conduisent, le préfet met en pré-alerte maires, pompiers et forces de police et de gendarmerie.

rie. Si le préfet ou son représentant n'a pu prévenir le maire, il informe l'exploitant par les autres services selon le schéma ci-après :



Le préfet prévient également, la D.D.E. et les autres services éventuellement concernés.

Dès la préalerte, l'exploitant doit :

- s'assurer du bon fonctionnement des téléphones et systèmes d'alerte et de secours ;
- préparer une éventuelle évacuation ;
- suivre l'évolution des prévisions météorologiques ;
- l'état d'alerte : touche donc les mêmes services ; de plus, l'exploitant informe les occupants. Les mêmes processus d'information sont engagés pour l'alerte et l'évacuation.

En alerte, l'exploitant devra :

- mettre en œuvre le système d'alerte et l'éclairage de secours ;
- informer les campeurs ;
- leur rappeler les consignes d'évacuation.

5.3. Procédure d'évacuation

L'exploitant organise l'évacuation, avec l'aide éventuelle des forces de l'ordre et des pompiers :

- il informe les campeurs de la décision ;
- il rappelle les consignes d'évacuation ;
- il canalise les campeurs dans leurs déplacements ;
- il s'assure que les emplacements menacés sont vides de tout occupant.

Il convient d'insister à ce stade sur le rôle déterminant de l'exploitant ou de son représentant pour la sécurité des occupants du terrain. Présent sur le site, il est le mieux à même d'apprécier la situation. Sa place dans la chaîne d'alerte est essentielle. Pendant la préalerte et l'alerte, la présence sur le site d'une personne responsable des mesures à prendre est obligatoire. Cette présence peut être rendue obligatoire en permanence si le risque le justifie, ou pour garantir la bonne réception des messages d'alerte éventuels. L'exploitant peut aussi, dans certains cas, être amené à déclencher de lui-même l'alerte. En ce qui concerne l'évacuation, la règle générale veut qu'elle soit décidée par le maire en personne ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par toute personne telle que prévue à l'article L. 122-13 du code des communes, en l'occurrence un des adjoints pris dans l'ordre des nominations ou, à défaut de ceux-ci, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou pris dans l'ordre du tableau.

Cependant, en cas d'urgence et en l'absence du maire ou de l'une des personnes suscitées, l'exploitant peut prendre la décision d'évacuation des usagers du terrain de camping. A ce titre, il serait alors considéré comme collaborateur occasionnel des services municipaux de police administrative.

Enfin, dans certains cas de risque dont la survenue serait particulièrement brutale, il ne faut pas exclure la possibilité d'agir de manière beaucoup plus rapide, par exemple, en ordonnant une évacuation préventive sur la base des seules connaissances d'événements météorologiques et hydrologiques en cours.

5.4. Mesures à la charge de l'exploitant

Les articles 4, 5 et 6 du décret énumèrent les principales mesures qui peuvent être mises à la charge de l'exploitant, en matière, res-

pectivement, d'information, d'alerte et d'évacuation, conformément aux dispositions du texte de loi. Ces mesures se traduisent en termes de dispositifs à installer et de mesures d'exploitation du site comme en termes d'actions à réaliser au moment de l'alerte ou de la pré-alerte.

5.4.1. Dispositifs à installer sur le terrain.

Ils sont prévus par les articles 5 (3°) et 6 (3°) du décret et sont destinés à avertir les campeurs en cas de danger et à permettre leur évacuation. Ils consistent en une sonorisation, un éclairage de secours, un balisage des sorties de secours, des aires de regroupement, selon les caractéristiques du terrain.

Un itinéraire est balisé, aménagé et équipé pour permettre la sécurité de l'évacuation en cas de survenue du risque.

Notons que le décret limite à l'emprise du terrain les prescriptions pouvant être mises à la charge de l'exploitant ; il y a donc des cas où la collectivité doit réaliser des dispositifs complémentaires pour assurer la mise en sécurité complète du terrain.

Enfin, ce décret ne prévoit pas la possibilité d'imposer des travaux de protection du terrain contre les risques. Il convient à ce propos de garder présents les principes généraux applicables en matière de gestion des risques et qui restent valables pour les campings, et en particulier ceux rappelés par la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables. Ainsi, il faut éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés, les campings ne pouvant être considérés comme tels.

5.4.2. Mesures d'exploitation du terrain.

Elles sont prévues par les articles 5 (4°) et 5 (5°) du décret.

Il s'agit d'abord de la présence sur le site de l'exploitant ou de son représentant dans les conditions rappelées précédemment.

Pour pouvoir réagir efficacement en cas de crise, un registre nominatif des occupants doit être tenu rigoureusement à jour. Il facilitera le contrôle de l'occupation du terrain lors de l'intervention éventuelle des secours.

Pendant la préalerte, la préparation de l'évacuation comprend :

- le contrôle de l'occupation du terrain pour faciliter le travail éventuel des secours. Il faut éviter d'oublier des personnes sinistrées ou de disperser les moyens de secours à la recherche de « faux disparus » ;
- la vérification et la préparation des dispositifs à mettre en œuvre en cas d'alerte ou d'évacuation.

Pendant l'alerte, il faut y ajouter l'information des occupants et l'organisation d'une éventuelle évacuation.

Un plan d'évacuation doit être établi. Dans les cas critiques, ses prescriptions peuvent conseiller l'abandon du matériel et du véhicule, seul moyen de permettre l'évacuation efficace des occupants et d'éviter l'encombrement des voies d'accès au site qui pourrait gêner l'intervention des secours.

5.4.3. Mesures d'information des usagers du terrain.

Ces mesures sont définies par l'article 4 du décret.

Elles comprennent d'abord l'obligation de remise à chaque occupant du terrain et dès son arrivée d'un document relatif aux consignes de sécurité, aux mesures de sauvegarde à observer.

Elles se réfèrent ensuite aux dispositions du décret du 11 octobre 1990 déjà cité, rendant obligatoire la mise en place par l'exploitant d'une affiche par tranche de 5 000 mètres carrés. Ces affiches seront conformes aux modèles imposés par l'arrêté du 28 août 1992.

Enfin, elles imposent à l'exploitant de tenir à la disposition des occupants un exemplaire du cahier des prescriptions de sécurité.

Pratiquement, l'exploitant doit confectionner une fiche de synthèse sur les consignes de sécurité et les mesures de sauvegarde. Ce document présente les risques encourus, les itinéraires d'évacuation, le rappel d'une interdiction de s'établir sur une partie du terrain particulièrement exposée, les mesures de sauvegarde, les conduites à tenir en cas d'alerte et d'évacuation. Le contenu de ces documents fait partie du cahier de prescriptions.

Il est utile que ce document soit rédigé en plusieurs langues.

6. Contrôle, suivi et sanction

6.1. Mesures de contrôle et suivi

Des visites de contrôle périodiques des terrains relatives à l'application des prescriptions sont effectuées, notamment avant chaque ouverture saisonnière, dans le cadre des dispositions de l'article R. 443-15 du code de l'urbanisme.

L'autorité compétente en est tenue informée.

6.2. Sanction : fermeture temporaire

Le décret introduit un nouvel article R. 443-8-4 dans le code de l'urbanisme qui prévoit que l'inexécution des mesures fixées par l'autorité compétente sera sanctionnée par la fermeture temporaire du terrain et l'évacuation des occupants jusqu'à l'exécution des prescriptions.

Rappelons que la loi donne aux préfets la possibilité, en cas de carence et après mise en demeure restée sans effet, de se substituer à l'autorité compétente pour fermer et faire évacuer le terrain.